

Guinée-Conakry/Manifestations

Heurts à Conakry entre forces de sécurité et opposants à un 3e mandat de Condé

AFP
Conakry/Guinée

PLUSIEURS quartiers de Conakry étaient le théâtre de heurts lundi entre les forces de sécurité massivement déployées dans la capitale guinéenne et des opposants à un troisième mandat de l'actuel président Alpha Condé, ont rapporté des témoins et des sources sécuritaires. Dès les premières heures de cette journée à hauts risques dans un pays coutumier des protestations et des répressions violentes, des centaines de gendarmes et policiers se sont employés à coups de grenades lacrymogènes et assourdissantes à éteindre le moindre foyer de contestation, comme à Cosa, un fief de l'opposition, a constaté un correspondant de l'AFP. "Il faut les empêcher de se rassembler, aucun attroupement n'est autorisé", criait sur un ton menaçant un des officiers dirigeant l'opération.

Des échauffourées suivies d'arrestations ont été rapportées dans les quartiers de Cimenterie, Wanindara ou Dar Es Salam, ont indiqué des témoins et des sources sécuritaires. Des barricades ont été dressées dans les rues et des pneus brûlés sur la chaussée. Deux jeunes ont été blessés par balles à Wanindara



Vue des opposants contre un troisième mandat du président Alpha Condé.

dans des circonstances qui n'ont pas encore été établies, ont indiqué à l'AFP deux journalistes travaillant sur le web et un médecin s'exprimant sous couvert d'anonymat pour leur sécurité. A Cosa, autre quartier de Conakry, des tirs sporadiques ont été entendus durant une partie de la matinée.

Ailleurs, Conakry présentait un air de ville fantôme, avec ses magasins fermés et Kaloum, le quartier administratif et des affaires, était quasiment désert. "Moi, je suis ici devant ma boutique pour la protéger d'éventuels pillards, que ce soit du côté des forces de l'ordre ou de bandes incontrôlées, de jeunes voyous qui ont envie de

se dévouer", comme cela se produit systématiquement les jours de manifestation, a déclaré Alphadio Barry au marché de Koloma, dans la banlieue de Conakry. - Arrestations d'opposants - La tension a monté à la suite de l'appel à la manifestation lancé par le Front national pour la dé-

fense de la Constitution (FNDC). Cette coalition rassemblant des partis d'opposition, des syndicats et des membres de la société civile s'oppose farouchement à une révision de la Constitution évoquée par le pouvoir. Elle permettrait à Alpha Condé, 81 ans, de se présenter fin 2020 pour un troisième mandat, alors

que la Constitution en limite actuellement le nombre à deux. L'opposition s'attend à ce qu'il officialise bientôt la tenue d'un référendum constitutionnel. Fin septembre, il avait demandé aux Guinéens de s'y "préparer". L'opposition dénonce un projet de coup d'Etat institutionnel et la dérive "dictatoriale" de celui qui fut lui-même un opposant historique ayant connu la prison pour son engagement contre différents régimes autoritaires, avant de devenir le premier président démocratiquement élu de cette ex-colonie française d'Afrique de l'Ouest.

Une vingtaine de membres de la société civile et de l'opposition ont été arrêtés depuis samedi, selon le FNDC.

Mamadou Sow et Abdoulaye Kéita, deux membres du FNDC à Mamou, à 300 km à l'est de Conakry, ont été arrêtés dimanche soir alors qu'ils faisaient du porte-à-porte en faveur de la mobilisation, ont indiqué leurs familles.

Policiers et gendarmes ont pris position lundi matin près des domiciles du chef de l'opposition et président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), Cellou Dalein Diallo, et du président de l'Union des forces républicaines (UFR), Sidya Touré, interdisant aux journalistes d'approcher.

Guinée-Bissau/Election présidentielle

12 candidatures validées par la Cour suprême

AFP
Bissau/Guinée-Bissau

La Cour suprême de Guinée-Bissau a validé hier les dossiers de candidature de 12 des 19 prétendants à l'élection présidentielle prévue le 24 novembre, dont ceux du président sortant José Mario Vaz et des représentants des principales forces politiques de ce pays en crise chronique. Les sept candidatures recalées, dont celle de l'unique femme, la sociologue Nancy Schwartz, peuvent faire l'objet d'un recours dans les 48 heures, selon la Cour suprême, qui n'a pas motivé sa décision. José Mario Vaz, 62 ans, se présentera en qualité d'indépendant, faute d'avoir obtenu l'investiture d'un parti. Sa victoire à la présidentielle de 2014 a marqué un retour progressif à la légalité constitutionnelle dans cette ancienne colonie portu-

gaise d'Afrique de l'Ouest à l'histoire jalonnée de coups d'Etat. Mais sa présidence à la tête d'un pays affligé par la pauvreté, la corruption et le trafic de drogue avec l'Amérique latine n'a pas mis fin à l'instabilité politique et les Premiers ministres se sont succédé ces dernières années. José Mario Vaz affrontera notamment son ancien Premier ministre Domingos Simoes Pereira, chef du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), qu'il avait limogé en août 2015 et qu'il a refusé de nommer à nouveau à la tête du gouvernement après les législatives de mars. Parmi les autres candidats figure un autre ancien Premier ministre, Carlos Gomes Junior, enregistré comme indépendant. Il avait été déposé comme chef du gouvernement en 2012 par un coup d'Etat



Des électeurs lors d'un précédent vote.

avant le second tour d'une présidentielle dont il était largement donné vainqueur. Nuno Nabiam, candidat malheureux en 2014 alors qu'il était soutenu par l'armée, défendra pour sa

part les couleurs de l'APU, une petite formation qui s'était alliée au PAIGC pour former une majorité parlementaire après les législatives de mars. Après s'être récemment éloigné du PAIGC, il a reçu le sou-

tien du second parti d'opposition à l'Assemblée, le Parti pour la rénovation sociale (PRS), qui n'a pas présenté de candidat. Premier parti d'opposition, le Mouvement pour l'alternance démocra-

tique (Madem), formé par des frondeurs du PAIGC, aura comme candidat son président, l'ex-Premier ministre Umaro Sissoco Embaló.

M. Vaz a terminé son mandat de cinq ans le 23 juin. Depuis lors, il est resté à la tête du pays mais a laissé la conduite des affaires au gouvernement qu'il a formé début juillet, jusqu'à la tenue de la présidentielle, à la suite d'une décision de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Une délégation internationale emmenée par la Cédéao a insisté le 7 octobre à Bissau pour que le premier tour se déroule comme prévu le 24 novembre, avec un éventuel deuxième tour le 29 décembre, alors que des candidats de l'opposition ou indépendants jugent ce calendrier difficilement tenable pour des raisons pratiques et politiques.